

# LE FIGARO

## Le Dossier de l'Enquête de la Cour de Cassation

### LE DOSSIER DE L'ENQUÊTE

#### COUR DE CASSATION

(SUITE)

#### Déposition de M. Grenier

SÉANCE DU 7 JANVIER 1899

M. Grenier. — Le commandant Esterhazy a été officier d'ordonnance du général Grenier, mon père, qui avait connu le père et l'oncle du commandant, tous deux généraux.

Pendant les années où il a occupé ces fonctions de confiance, mon père n'a eu qu'à se louer de sa fidélité et de son dévouement. Même après sa mise à la retraite, il a continué son service d'officier d'ordonnance pour adoucir à son vieux chef le passage dans la réserve.

« Déjà, à cette époque, il était un homme à chagrins, à déboires, à rancunes contre la destinée qu'il gâtait déjà en menant la grande vie sans fortune suffisante, je crois, et en mangeant les héritages successifs qui lui étaient échus.

« Quoi qu'il en soit, je le répète, mon père n'a eu qu'à se louer de sa fidélité et de son dévouement, et au moment de sa mort, en janvier 1892, il a donné les preuves d'un attachement des plus touchants.

« Quelques mois après eut lieu l'affaire Crémieu-Foa.

Rencontrant mon beau-frère, André Crémieu, le capitaine, rue de Provence, il lui eût été avec insistance d'être son témoin dans son duel avec M. Drumont.

Esterhazy prit une part prépondérante dans cette déplorable histoire. C'est lui qui a donné à mon beau-frère, Ernest Crémieu-Foa, le conseil de publier le procès-verbal du duel Lamaze, publication d'où est résultée la mort du capitaine Mayer et la disqualification d'Ernest Crémieu-Foa.

Dans la déposition faite en Cour d'assises dans la poursuite contre Morès, à la suite de la mort du capitaine Mayer, Esterhazy ne dit pas un mot du conseil qu'il avait donné, ne prit aucune part à la responsabilité qu'il avait encourue.

Tous les détails de l'affaire des duels sont connus, plus exactement que par moi, et peuvent être pour la plupart prouvés par M. Ernest Crémieu-Foa, 1, rue Piccini, et peut-être même encore par M. Vidal-Naquet, 3, place de la Bourse.

« Ils pourraient établir, d'une manière indiscutable, les relations incessantes d'Esterhazy avec MM. Drumont, de Morès, Guérin, pendant toute la durée de l'affaire de duels, relations qui n'ont pas cessé depuis, avec la rédaction de la Libre Parole.

« Ces relations avec Morès et Drumont remontent au printemps 1892 : il y a donc discordance entre cette constatation et la déclaration de M. Drumont, faite par lui dans les débats de l'affaire actuelle, qu'il ne connaissait pas Esterhazy.

« En 1893 ou 1894, M. Jules Roche, rapporteur du budget de la guerre, me demanda de lui présenter un officier instruit et intelligent, capable de lui donner quelques explications techniques dont il avait besoin. Nul ne pouvait être plus utile à feuilleter que le commandant Esterhazy, dont l'instruction générale et spéciale est absolument hors ligne.

« Il parle toutes les langues de l'Europe; il est au courant de toutes les inventions et de toute la science moderne, et nul mieux que lui ne sait l'histoire générale et l'histoire militaire de l'Europe.

« C'est un laborieux, et il a, au point de vue du travail, des facilités exceptionnelles.

« Malgré ces qualités, lorsqu'il fut question de M. Jules Roche pour le ministère de la guerre, sans aucun délai je courus chez lui pour l'engager à ne pas prendre Esterhazy comme officier d'ordonnance, déclina toute responsabilité s'il passait outre à cet avis.

« Si on me demande pourquoi cette restriction, alors que je l'avais présenté, je répondrai que j'ai obéi à une sorte d'intuition impérieuse : je trouvais Esterhazy trop bégayeur et dénigrant trop l'armée française pour occuper un poste au cabinet du ministre de la guerre.

« Malgré tout, malgré sa liaison avec ceux qui avaient égarés le Crémieu-Foa, nous ne pouvions nous défendre contre la séduction qu'il exerçait, attribuant à une inconscience, maladroite, ses actes parfois incompréhensibles, et ses propos presque toujours déplorables.

Esterhazy est fils de tuberculeux et tuberculeux lui-même. C'est vers 1894-95 que sa maladie de poitrine s'est enrayée, et c'est à partir de la même époque qu'il y a aggravation décisive de sa folie.

« Je dis bien folie; c'est le terme exact, car Esterhazy causait incessamment de ses lettres à Mme de Boulangé, je veux dire par là qu'il tenait des propos injurieux pour la France et l'armée, tels qu'à diverses reprises, j'ai dû, ainsi que ma

mère, le rappeler au respect de l'unité, qu'il portait; et je dois constater qu'il acceptait ces rappels avec étonnement et tristesse de s'être laissé emporter.

« En 1895, je crois, son régiment est envoyé à Rouen.

Nos relations s'éloignent un peu; puis dès ma nomination à Belfort en mai 1895, elles sont finies, même avec ma mère qui habite Paris.

« Plus rien, ni visites, ni lettres. Je suis porté à croire qu'il s'est éloigné après, par une délicatesse bien exceptionnelle, je l'avoue, à raison du poste-frontière que j'occupais.

« Quant à sa moralité... inconsciente, vous avez au Palais de Justice même des renseignements au sujet de deux affaires, dont les dossiers pourraient élucider cette question; il s'agissait, la première fois, d'une affaire désagréable, et la seconde, d'une question de remploi total.

Dans le même but, il me paraissait du plus intéressant intérêt d'interroger le commandant Berger, président de la Dette ottomane, actuellement à Paris, 58, rue de la Boétie, qui, à la suite d'un prêt d'argent, jugé insuffisant par Esterhazy, a été l'objet d'attaques violentes dans la presse.

« En outre, le commandant Berger a été le chef d'Esterhazy pendant la campagne de Tunisie; il pourrait donner, je crois, des renseignements très utiles quant à l'appréciation générale de sa moralité.

« Bien des personnes, comme moi, ont été séduites par ce fou, d'intelligence merveilleuse et d'indéfinissable attraction.

« Au printemps 1897, Esterhazy vint un jour me trouver, me disant qu'il fallait, pour qu'il pût passer lieutenant-colonel, qu'il entrât au ministère à un titre quelconque; que diverses personnes, et notamment, M. de Montebello, député, avaient fait démarches sur démarches auprès du général Billot, mais que celui-ci refusait, disant qu'il était ruiné, bégayeur; personne n'en voulait dans aucun service.

« Il m'apportait une énorme enveloppe bourrée de lettres, de son contrat de mariage, de créances, etc. etc., car je n'ai pas ouvert l'enveloppe, et me demandait de la porter au ministère de la guerre, pour lui prouver qu'il n'était ni ruiné ni bégayeur.

« Il invoquait les souvenirs de mon père, pour me décider à faire sans délai cette démarche.

« Il est à noter qu'il n'y a pas discordance entre mon intervention, cette fois, et mon avertissement à M. Jules Roche, car cette fois, il s'agissait d'un poste conquise dans l'une des directions, et non d'une situation de confiance particulière.

Dès le lendemain donc, je me présentai chez le général Billot, qui, au premier mot que je lui dis d'Esterhazy, entra dans une épouvantable colère, jetant en l'air les dossiers qu'il avait sur la table, bousculant les meubles et me disant : « Vous vous êtes donc tous entendus pour vous faire rouler par cette canaille, par ce gredin, par ce bandit; d'abord, comment est-il à Paris? Je vais mettre aux arrêts Giovannianni, qui le laisse s'absenter irrégulièrement pour venir m'embêter. C'est trop fort que Giovannianni, Montebello, vous maintenant, et bien d'autres, vous vous accrochiez à ce vilain monsieur. »

Naturellement, après cela, je n'ai pas insisté.

« Quelque temps après, longtemps peut-être, je l'avais recommandé à M. Lagrange de Langres qui, séduit, sans doute comme tout le monde, l'avait présenté au ministre.

« Je ne sais vraiment qu'Esterhazy n'a pas séduit, mis en mouvement, quêté, en pressant parfois, et par des moyens plus que douteux, pour déterminer à la généralité ceux qu'il quêtait.

« Malgré les maux qu'il a causés à la famille Crémieu-Foa par une intervention tout au moins maladroite, sinon louche, maintenant encore ceux mêmes qu'il a le plus atteints, lui gardent un arrière-fond de regret, et pour ma part, jusqu'à ce qu'un arrêt motivé ait établi le vrai, je ne puis croire qu'il soit un infâme, comme certains le disent.

« Il a tous les vices, mais aussi les qualités d'un condottiere du seizième siècle; par conséquent je ne crois pas qu'il ait trahi sa bande.

« Il a toujours été, je crois, un homme à chagrins, à besoins, cherchant à attraper et à réussir toujours.

« Sa pire victime est, certes, sa femme, digne de toute pitié, de tout respect; nous conservons, à elle et à ses filles, une amitié complète, à laquelle n'est pas tout à fait étranger le souvenir de ce que fut Esterhazy.

« Vous m'avez demandé ce que je pourrais savoir des rapports d'argent entre Esterhazy et Henry.

« De rapports d'argent, je ne sais rien; je puis seulement vous conter le petit incident suivant : Au moment où Esterhazy (printemps 1897) désirait entrer au ministère de la guerre, il attribuait des résistances aux uns et aux autres. Un jour, parmi ceux qui étaient hostiles à son entrée au ministère, il me cita le nom d'Henry.

« Or, ce matin même, j'avais rencontré à la Sûreté générale le colonel Henry, et lui ayant dit : « Donnez donc un coup d'épaulé à Esterhazy », il m'avait répondu : « Je l'aide de tout mon pouvoir, et cela très affectueusement. »

« Je répète le propos à Esterhazy, qui

s'écria : « Eh bien ! il ne manquerait plus qu'Henry ne fût pas gentil ! »

« Le président. — Esterhazy a dû vous écrire, étant données vos relations avec lui ?

« Quel papier employait-il, soit habituellement, soit exceptionnellement ?

« Et, d'autre part, son écriture a-t-elle été de votre part l'objet de remarques à un point de vue quelconque ?

« M. Grenier. — Il m'écritait sur du papier tout à fait ordinaire et rien, à cet égard, ne m'a jamais frappé.

« En ce qui touche l'écriture, il me semble qu'il y a eu changement notable postérieurement à la dénonciation de Mathieu Dreyfus.

« Son écriture, très ardue et fine avant, s'est arrondie et corsée depuis.

« Je n'ai pas à ma disposition, actuellement, que deux ou trois lettres relativement récentes, qui sont absolument sans intérêt par rapport à l'affaire. Je tâcherai de vous en faire parvenir un spécimen; je ne m'engage pas absolument s'agissant de lettres adressées non pas à moi, mais à ma mère.

« Le président. — Depuis quelle époque au juste connaissez-vous Esterhazy ?

« M. Grenier. — Depuis 1872 ou 1873, je crois, époque à laquelle il a été attaché à la personne de mon père.

« Voici ce que je puis vous dire de son passé :

Esterhazy est le fils d'un général français qui s'est illustré au combat de Kanghill, en Crimée; il a perdu son père et sa mère de bonne heure, et il fut élevé par un parent d'Autriche, sans enfants, lequel le fit entrer à l'Ecole militaire de Vienne-Neustadt (aux environs de Vienne, en Autriche); il en sortit officier de cavalerie, prit part, en cette qualité, à la campagne de 1866 en Italie, et reçut un coup de lance dans la poitrine à Custoza.

Pour des raisons que j'ignore, il quitta l'armée autrichienne, fut admis comme sous-lieutenant dans la légion d'Antibes, et assista à la bataille de Mentana.

« Il vint alors en France et fit demander par son oncle, général de division aussi, à l'Empereur, de l'admettre avec son grade dans la légion étrangère.

« Il obtint ce grade, d'abord à titre étranger, puis à titre français; fit la campagne 1870-71 (armée de la Loire) et passa ensuite lieutenant dans un régiment d'infanterie de ligne.

« Le président. — Sur la proclamation par Esterhazy de l'innocence de Dreyfus ?

« M. Grenier. — J'ai entendu dire qu'à diverses reprises et dans des lieux publics, que pourraient indiquer, je crois, MM. Crémieu-Foa et Vidal-Naquet, Esterhazy avait proclamé l'innocence de Dreyfus.

« Il me semble bien me souvenir qu'il me l'aurait affirmé; je n'en suis pas absolument certain, parce que, à raison de ses originalités paradoxales, je n'attachais pas grande importance à ses propos.

« Le président. — Esterhazy vous a-t-il personnellement entretenu du procès Dreyfus et dans quels termes ? Vous a-t-il écrit à ce sujet et dans quels termes ?

« M. Grenier. — Je ne puis que me référer à la réponse faite à la question précédente. J'ajoute que dans les lettres qu'Esterhazy m'a écrites, je ne me souviens pas qu'il m'ait jamais parlé de l'affaire Dreyfus.

« Le président. — Avez-vous des lettres d'Esterhazy dans lesquelles il soit question du lieutenant-colonel Henry ?

« M. Grenier. — Non.

« Le président. — Avez-vous d'autres déclarations à faire dans l'intérêt de la vérité ?

« M. Grenier. — Je ne vois pas autre chose à dire.

Lecture faite, après dictée, le témoin a déclaré persister dans sa déposition et a signé avec nous.

Signé : GRENIER.

#### Déposition de M. Ecalé

Délégation de M. le conseiller Dumas

29 DÉCEMBRE 1899

Ecalé, Georges-Charles, 23 ans, dessinateur en bijouterie, sur interpellation :

« M. Ecalé. — En qualité d'ouvrier d'art ayant satisfait aux examens, je n'ai fait qu'un an de service militaire.

J'ai fait ce service au 74<sup>e</sup> de ligne, en garnison à la caserne de la Pépinière, à Paris, du mois de novembre 1896 au mois de septembre 1896, date de ma libération.

« J'étais partie du 2<sup>e</sup> bataillon dont le chef était le commandant Allard; le commandant Esterhazy n'était plus alors, je crois, le major du régiment.

« Il me paraissait être « à la suite » et ce n'est qu'accidentellement qu'il remplissait les fonctions de major.

« Le bureau de la compagnie m'avait employé à divers travaux d'ornementation de peu d'importance; il s'agissait d'encadrer des tableaux de service tels que états de tir, états de gymnastique, états de présents et d'absents à la compagnie, etc.

Cette circonstance parvenue à la connaissance du commandant Allard, détermina cet officier supérieur, au mois de janvier 1896 à me demander de donner des leçons de dessin à sa fille, ce que j'acceptai, et ce dont je m'acquittai jusqu'à la fin de mon année de service.

En février ou mars, le commandant Esterhazy, renseigné sur mes aptitudes par le service de semaine du régiment, me fit appeler, dans la cour de la caserne, et, après avoir obtenu de moi la réponse que j'étais dessinateur, il m'invita à aller, le même jour, à midi, à son domicile, 27, rue de la Bienfaisance, où il désirait me commander un travail.

« Je me rendis rue de la Bienfaisance. Le commandant me montra deux planches où se trouvaient représentées les diverses pièces d'un fusil, et, en réduction, la figure du fusil lui-même; ces diverses figures paraissaient avoir été fixées au moyen d'un procédé mécanique (sans pouvoir préciser si c'était de la lithographie ou de la photographie).

« Chacune des feuilles avait environ soixante centimètres de large sur cinquante de haut.

« Le commandant me fit connaître que les dessins de ces planches représentaient un fusil autrichien, auquel il avait apporté une amélioration, et il se dit très pressé, craignant une chute très prochaine du cabinet, de soumettre son travail à M. Cavaignac, ministre de la guerre.

« Le commandant m'avait demandé de reproduire ces deux planches, je lui ai présenté quelques objections, en lui faisant valoir qu'il s'agissait là de dessin linéaire et que je ne connaissais que le dessin d'ornement.

« Il me demanda alors si parmi mes anciens camarades de l'Ecole des arts décoratifs ou parmi mes amis du régiment ou autres, il ne s'en trouverait pas un qui pourrait se charger de la partie du travail qui n'était pas dans mes aptitudes.

« A cette question, j'ai répondu affirmativement et le commandant me confia les deux planches que je portai à mon ami M. G. Bousquet, actuellement élève à l'Ecole centrale et demeurant 4, rue de la Bienfaisance.

« M. Bousquet et moi nous nous sommes mis à l'œuvre et en trois ou quatre séances nous avons terminé notre travail. J'ai rapporté aussitôt au commandant les planches et la reproduction que nous en avions faite.

« M. Dumas. — Savez-vous si le fusil représenté sur ces tableaux était un fusil étranger ou un fusil Lebel ?

« M. Ecalé. — J'avoue que je ne puis être très affirmatif sur ce point. J'étais jeune soldat et, bien que connaissant le mécanisme du fusil Lebel, je n'en avais cependant pas assez étudié les éléments pour savoir si les pièces démontées qui m'étaient représentées étaient celles du fusil Lebel ou de toute autre arme.

« Ce que je puis dire, cependant, c'est que l'aspect du dessin représentait, sur la planche, le fusil reconstitué, donnait l'idée du fusil Lebel, avec cette différence que le magasin à cartouches avait, dans ce modèle nouveau, reçu une grande transformation. Les cartouches, au lieu d'être, comme dans le fusil Lebel, placées à la suite les unes des autres, paraissaient au contraire être réunies près de la détente.

« M. Dumas. — N'avez-vous pas fait d'autre travail pour le commandant Esterhazy et, notamment, n'avez-vous pas fait de copies de brochures ou de manuscrits ?

« M. Ecalé. — Je n'ai jamais eu à copier de manuscrits pour le commandant, et jusqu'à la fin de mon service, il ne m'a plus confié qu'un seul travail, celui de reproduire sur le tableau noir de la salle des conférences, des figures représentant la trajectoire de balles ou autres projectiles et que j'étais chargé de dessiner d'après les figures d'une petite brochure imprimée qu'il m'a remise et dont j'ignore le titre.

« Le travail était destiné à servir à une conférence que le commandant devait faire aux officiers du régiment, et, de fait, aussitôt que mon travail fut terminé, j'ai été porter le tableau noir dans la salle des conférences où j'ai trouvé le colonel et les autres officiers déjà réunis.

« M. Dumas. — Savez-vous si votre ami Bousquet pourrait vous renseigner plus exactement que vous sur la nature du fusil que représentaient les tableaux ?

« M. Ecalé. — Je ne sais pas. Cependant, il peut se faire que, s'étant chargé du dessin linéaire, il ait pu se rendre plus exactement compte que moi-même de la nature des pièces qu'il a reproduites.

Lecture faite, après dictée, le témoin a déclaré persister dans sa déposition et a signé avec nous.

Signé : ECALÉ.

#### Déposition de M. Bousquet

3 FÉVRIER 1899

« Le président. — Vous rappelez-vous avoir fait, avec votre ami Georges Ecalé, la reproduction d'une planche contenant le dessin d'un fusil et de ses diverses pièces ?

« M. Bousquet. — Vers le mois de mars 1896, mon ami Ecalé faisait son année de service à la caserne de la Pépinière. Il m'a demandé si je voulais l'aider à faire un travail de dessin dont le commandant Esterhazy lui avait demandé de se charger. Nous sommes allés l'un et l'autre chez le commandant Esterhazy qui nous a remis deux planches, avec mission de les reproduire. Chacune de ces planches contenait le dessin d'un même fusil, à une petite échelle, et le

dessin du mécanisme de ce fusil à une plus grande échelle.

J'ai fait le dessin tout entier d'une des planches et le lavai des deux, mon ami ne sachant pas faire ce dernier travail.

« A cette époque, je n'avais pas encore fait mon service militaire, et je ne connaissais pas les armes de guerre. Aujourd'hui, par un souvenir respectueux, je puis dire que le fusil dont il s'agit avait l'apparence du fusil Lebel.

« D'ailleurs, lorsque nous sommes allés, mon ami et moi, chez le commandant Esterhazy, cet officier nous a dit que ces dessins étaient le résultat d'une étude portant sur une modification qu'il se proposait d'apporter au fusil.

Lecture faite, après dictée, le témoin a déclaré persister dans sa déposition et a signé avec nous.

Signé : BOUSQUET.

#### Déposition du général Guerrier

SÉANCE DU 25 JANVIER 1899

« Le président. — Vous avez été indiqué par la défense comme pouvant fournir des renseignements sur la conduite du commandant Esterhazy ?

« Le général Guerrier. — Le commandant Esterhazy a été sous mes ordres pendant dix-huit ou vingt mois, d'octobre 1895 à mai ou juin 1897, époque où il a été mis en non-activité pour infirmité temporaire. Je n'ai rien de particulier à dire sur son compte.

Tous les renseignements le concernant doivent se trouver au ministère de la guerre, où je les ai transmis, quand il y a eu lieu, par la voie hiérarchique.

« Je ne connais d'autre fait le concernant et qui vaille la peine d'être relevé, que le suivant :

Au moment de l'inspection générale de 1896, examinant les titres du commandant Esterhazy et les comparant à ceux de ses camarades, j'ai été frappé par une inscription sur ses états de service d'une citation à l'ordre de l'armée.

« En voyant la date du fait auquel cette citation se rapportait, j'ai été certain que cette inscription ne pouvait être justifiée, par la raison péremptoire que cette affaire, qui avait été malheureuse, n'avait donné lieu à aucune citation pour personne.

J'en ai rendu compte officiellement, et par la voie hiérarchique, à mes chefs qui ont transmis mon rapport au ministre, et le ministre a ordonné la radiation de la citation.

Lecture faite, après dictée, le témoin a déclaré persister dans sa déposition et a signé avec nous.

Signé : GÉNÉRAL GUERRIER.

#### DÉPOSITION

DE

#### M. le lieutenant-colonel Jeannel

directeur de l'Ecole d'artillerie de Poitiers

SÉANCE DU 10 JANVIER 1899

« Le président. — Vous avez été en 1894 au 2<sup>e</sup> bureau de l'état-major; Dreyfus s'y trouvait également en qualité de stagiaire. Pouvez-vous nous dire quels ont été vos rapports avec lui ?

« Le lieutenant-colonel Jeannel. — Il est venu une fois (je ne pourrais indiquer la date) me soumettre un travail qu'il avait fait sur l'artillerie, en me priant de le lire.

« Je ne l'ai fait qu'à titre officieux, car je n'avais aucune qualité officielle pour m'en occuper. Dreyfus n'était pas directement sous mes ordres.

« Une autre fois j'ai pris part à une séance du jeu de la guerre à laquelle il assistait également.

J'étais le chef de la section technique du 2<sup>e</sup> bureau de l'état-major de l'armée.

« En cette qualité j'ai reçu trois exemplaires du nouveau Manuel de tir de l'artillerie qui venait d'être publié (je crois que c'était vers la fin du mois de juillet); un jour, vers onze heures et demie du matin, Dreyfus est venu me prier de lui prêter un de ces Manuels. Je l'ai fait. Le document m'a été rendu quarante-huit heures après.

« Ce document avait un caractère semi-confidentiel, il était destiné à n'être communiqué qu'aux officiers et n'était pas dans le commerce.

« Les trois exemplaires de ce Manuel étaient enfermés dans un tiroir fermant à clef, et dont j'avais toujours la clef sur moi.

« C'était bien le Manuel de tir de l'artillerie de campagne qui avait été adopté en mars 1894.

« Le président. — Avez-vous été entendu par le Conseil de guerre de l'affaire Dreyfus ?

« Le lieutenant-colonel Jeannel. — Non, je n'ai été entendu qu'à l'instruction. Le commissaire du gouvernement m'a prévenu que je ne serais pas cité comme témoin.

Lecture faite, après dictée, le témoin a déclaré persister dans sa déposition et a signé avec nous.

Signé : LE LIEUT.-COLONEL JEANNEL.

#### DÉPOSITION

DE

#### M. le commandant Curé

SÉANCE DU 10 JANVIER 1899

« Le président. — Vous avez été, comme chef de bataillon au 74<sup>e</sup> régiment d'infanterie à Rouen, collègue du commandant Esterhazy, et, en cette qualité, vous avez été appelé, en 1896, par le lieutenant-colonel Picquart, à lui donner des renseignements sur le commandant Esterhazy. Voudriez-vous nous dire quels souvenirs vous avez gardés de votre ancien collègue, ainsi que de votre entrevue avec M. Picquart ?

« Le commandant Curé. — Personnellement, je n'ai jamais eu à me plaindre, en tant que camarade, du commandant Esterhazy; mais je n'avais pour lui, en tant qu'homme privé, que fort peu de considération et d'estime.

« Un jour du printemps de 1896, le lieutenant-colonel Picquart m'envoya un télégramme fermé me priant de passer le lendemain à son bureau, au ministère de la guerre; j'étais à ce moment encore au 74<sup>e</sup>, à la Pépinière; il m'est impossible de préciser la date à laquelle j'ai reçu ce télégramme que je n'ai pas gardé; mais, comme j'ai été nommé à l'état-major de l'armée le 2 mai 1896, je puis affirmer en toute certitude que c'était au moins quelques jours avant cette date.

« Je me rendis donc, après avoir reçu ce télégramme, à l'invitation du lieutenant-colonel Picquart.

Picquart était un vieil ami à moi et je n'avais aucune raison de ne pas lui dire exactement mon sentiment sur le commandant Esterhazy.

Lors donc qu'après quelques banalités, il m'eût posé cette question : « Tu as dans ton régiment un commandant du nom d'Esterhazy. Entre nous, et de toi à moi, qu'est-ce que tu en penses ? » Je lui répondis en toute sincérité et en toute franchise que je n'avais pour lui que fort peu de considération et d'estime.

« Le colonel Picquart me demanda alors si je n'avais pas remarqué des allures louches et suspectes chez lui, et s'il ne cherchait pas à se procurer des renseignements confidentiels.

« Je lui répondis qu'Esterhazy s'intéressait spécialement en effet aux questions d'artillerie et de tir; qu'il était allé plusieurs fois aux écoles à feu, sur sa demande; qu'il avait prié un jour un de nos camarades (le capitaine Dagenet) de lui prêter un document intéressant une question de tir d'actualité, et que je croyais qu'il avait fait copier ce document par un soldat qui servait de planton à la salle des rapports et dont j'ignorais le nom.



fait mention de l'envoi d'Estherazy aux écoles à feu, et je le lui portai le lendemain au bureau.

N'ayant pas trouvé le colonel Picquart à son bureau, je le lui laissai dans une enveloppe, avec un mot.

Je dois ajouter en terminant que dans ces divers entretiens que j'ai eus avec le colonel Picquart, il ne m'a jamais dit de quoi il soupçonnait Esterhazy, et j'étais à mille lieues de supposer qu'il s'agissait de l'affaire Dreyfus.

**Demande par un conseiller.** — Nous vous donnons lecture d'une partie de l'interrogatoire subi devant le capitaine Tavernier, rapporteur au 2<sup>e</sup> Conseil de guerre, le 30 septembre dernier, commençant par ces mots : « Je citerai textuellement les paroles de Curé... » et terminant par ceux-ci : « ... Je remercie Curé de ses renseignements. »

Veillez faire connaître à la Cour si le langage que vous prête Picquart est exact ?

**Le commandant Curé.** — Ce qui est exact, ainsi que je l'ai dit tout à l'heure, c'est que j'ai donné au colonel Picquart des renseignements défavorables sur Esterhazy ; mais ses souvenirs me trompent lorsqu'il parle des pressentiments que j'aurais eus au sujet du motif pour lequel il m'avait mandé. Que je n'aie pas été surpris de l'entendre prononcer le nom d'Esterhazy, c'est possible et même probable. La situation d'Esterhazy permettait de penser qu'une plainte eût été adressée au ministre à son sujet, et que le colonel Picquart fût chargé de procéder à une enquête.

Mais que j'aie pour ainsi dire devancé la pensée de Picquart, et que je lui aie fourni, sans qu'il me le demandât, des renseignements de nature à le rendre suspect, ceci est tout à fait inexact, et les souvenirs du colonel Picquart le trompent.

**Demande par un conseiller.** — Le nommé Ducasse a déclaré devant M. le juge d'instruction Fabre ce qui suit : « Je me rappelle que Mlle de Comminges m'a dit que le commandant Curé était sorti du Conseil de guerre fort perplexe et fort étonné de voir qu'on condamnait Dreyfus. » Cela est-il exact ?

**Le commandant Curé.** — Ce propos est absolument faux et n'a jamais été tenu par moi.

**Le président.** — Etiez-vous témoin au Conseil de guerre ?

**Le commandant Curé.** — J'étais juge suppléant ; je n'ai pas assisté aux débats, et je n'ai pas pris part au délibéré.

Lecture faite, après dictée, le témoin a déclaré persister dans sa déposition et a signé avec nous.

Signé : Commandant CURÉ.

## DEPOSITION

### M. le capitaine Junck

SEANCE DU 11 FÉVRIER 1899

**Le président.** — Etiez-vous au bureau de statistique au moment où y est arrivé le bordereau, en 1894 ?

**Le capitaine Junck.** — Non. J'étais à ce moment stagiaire dans un autre bureau. J'ai été le camarade de promotion de Dreyfus ; nous avons été ensemble à l'école de guerre et nous avons traversé ensemble les mêmes bureaux de l'état-major.

Je ne pourrais rien vous dire en ce qui concerne la réception du bordereau par le bureau de statistique.

**Le président.** — Pouvez-vous nous donner quelques renseignements sur le compte personnel de Dreyfus ; son attitude, ses allures, sa manière d'être, les sautes d'humeur, les accès de colère, les incidents qu'il a été condamné ?

**Le capitaine Junck.** — J'ai connu Dreyfus surtout à l'occasion du service, ne le fréquentant pas en dehors du bureau.

Quelquefois, en sortant du bureau, je l'ai accompagné, mais je n'avais pas de relations suivies avec lui.

Je ne puis donc rien dire en ce qui concerne sa vie, en dehors du service, sauf peut-être quelques incidents auxquels j'ai assisté : je veux parler d'un incident qui s'est passé un jour au Concours hippique.

J'avais accompagné Dreyfus depuis le bureau, et, en arrivant au Concours hippique, nous avons croisé trois dominiotons que nous saluèrent.

Dreyfus leur répondit en soulevant son chapeau ; je lui fis tout naturellement cette remarque : « Eh bien ! pour un père de famille, vous avez de jolies connaissances ! »

Il me répondit que c'étaient des anciennes amies et, en me désignant celle qui était de notre côté, ajouta qu'elle se nommait « la Valtresse », qu'elle possédait un hôtel aux Champs-Élysées, dans lequel elle donnait de jolies fêtes, où l'on rencontrait de très jolies femmes et où l'on jouait.

D'une manière générale, Dreyfus faisait étalage de sa fortune, prenant plaisir à nous raconter son installation, ses voyages. Je me suis trouvé, pendant de longs mois, travaillant à côté de lui, et, chez lui, ne faisais prévoir qu'il pût se rendre coupable de trahison.

**Le président.** — Avez-vous été appelé au procès Dreyfus ? Avez-vous eu à vous en occuper ?

**Le capitaine Junck.** — Non. Je n'y ai pas été appelé comme témoin. Je n'aurais pu que donner des explications sur la nature des travaux auxquels nous avions été employés pendant notre stage.

En ce qui concerne la concentration, Dreyfus la connaissait très bien et était capable de la dessiner sur une carte quelconque, comme la plupart de nous d'ailleurs.

Du reste, dans chacun des bureaux où nous passions, nous étions tenus au courant du service particulier des bureaux et les officiers des bureaux étaient chargés de nous faire des conférences sur les questions traitées dans ces bureaux.

Au 1<sup>er</sup> bureau, j'ai collaboré avec Dreyfus à la confection et au tirage des fascicules donnant l'ordre de bataille des armées.

Au 3<sup>e</sup> bureau, Dreyfus a été chargé de surveiller le tirage des instructions pour la couverture ; mais au lieu de se rendre au service géographique, où une presse avait été immobilisée pour l'après-midi, il se rendit à la lithographie du service intérieur de la guerre, où il fit faire le tirage dans les mêmes conditions que celui de l'ordre de bataille, dont il a été question plus haut.

Il y eut une réclamation de la part du directeur du service géographique qui se plaignit d'avoir eu une presse immobilisée inutilement la veille. Le sous-chef du troisième bureau, qui était alors le commandant Picquart, demanda des explications à Dreyfus, et lui dit : « Puisque c'est vous qui avez fait la boulette, vous irez vous expliquer avec le directeur du service géographique. »

L'officier titulaire du 3<sup>e</sup> bureau, qui était chargé de cette partie du service, était le commandant Desprez, qui est encore aujourd'hui à l'état-major de l'armée.

Au 4<sup>e</sup> bureau, nous avons eu connaissance de tout le plan de transport de la concentration.

Nous avons même eu à faire une étude de transports, pour laquelle nous pouvions consulter tous les documents qui avaient servi à l'établissement du plan en vigueur.

Pendant que nous étions au 2<sup>e</sup> bureau, Dreyfus fut chargé de faire une étude sur l'organisation de l'artillerie en Allemagne, en y ajoutant un parallèle entre cette organisation et l'organisation française.

Pour faire ce travail, il eut à sa disposition tous les documents du 2<sup>e</sup> bureau et prit des renseignements au 1<sup>er</sup> bureau, pour pouvoir faire ce parallèle entre les deux organisations française et allemande.

A ce moment, on venait de réorganiser les régiments d'artillerie ; Dreyfus connaissait très bien la nouvelle organisation. Un après-midi, en venant au bureau, il me dit avoir fait la route, depuis chez lui jusqu'au ministère, avec le colonel Lefort, qui était chef du 1<sup>er</sup> bureau ; ce dernier lui avait donné des renseignements très précis sur la manière dont se mobiliseraient dorénavant les régiments d'artillerie.

**Le président.** — Que pouvez-vous nous dire en ce qui concerne la pièce dite *petit bleu*, et vos relations avec votre chef de service à ce sujet ?

**Le capitaine Junck.** — Vers le mois d'avril 1896, mais après mon arrivée au service des renseignements, le commandant Lauth, alors capitaine, fut chargé, par notre chef, de photographier une carte-télégramme, que lui, Lauth, avait reconstruite quelque temps auparavant.

Il devait s'efforcer d'obtenir des épreuves ne donnant plus trace de déchirures. Lauth, après avoir pris l'autorisation du chef, me demanda de l'aider dans ce travail ; je retouchai les clichés, d'abord au crayon, puis à l'aide de couleurs jaunes ou rouges nous arrivâmes bien ainsi à faire disparaître à peu près les traces de déchirures ; mais pendant un examen attentif des épreuves permettait de les retrouver.

Comme ce travail nous prenait beaucoup de temps, je dis à mon camarade Lauth qu'il nous était impossible d'obtenir mieux, qu'il était inutile, par suite, de continuer nos essais, et que, pour obtenir des épreuves tout à fait nettes, il faudrait s'adresser à un professionnel.

Lauth en fit part au chef de service, et c'est alors que se passa l'incident suivant : Le lieutenant-colonel vint dans la pièce où nous travaillions et Lauth, lui montrant les épreuves obtenues, lui expliqua que nous ne pouvions pas obtenir mieux, ajoutant qu'il ne comprenait pas bien la nécessité de ce travail.

Le lieutenant-colonel lui dit qu'il ne voulait pas être obligé de montrer l'original et qu'il voulait pouvoir dire que la pièce avait été interceptée à la poste, photographiée, puis remise en circulation.

Lauth lui fit remarquer que le timbre n'était pas oblitéré par le cachet de la poste, que, d'ailleurs, cette carte n'avait pas été mise à la poste, puisque les fragments en avaient été trouvés dans un endroit que nous connaissions bien.

Le colonel demanda s'il ne serait pas possible d'obtenir de l'Administration des postes l'apposition d'un cachet à une date déjà passée. Lauth lui répondit qu'il en doutait, qu'il faudrait le faire demander par M. Gribelin, qui était plus spécialement en relations avec les fonctionnaires des postes.

Le lieutenant-colonel dit encore que, à propos de l'affaire Dreyfus, les journaux avaient beaucoup trop parlé de la corbeille à papier, qu'il ne voulait plus qu'il en fût question, que d'ailleurs il avait dit « à la hâte », qu'il ne s'obligerait plus rien de ce côté. (Là-haut voulait dire l'état-major.)

En ce qui concerne l'apposition d'un cachet à date, il n'était pas nécessaire de faire apposer ce cachet sur le *petit bleu* lui-même, mais de le faire apposer sur une carte-télégramme neuve, ou bien d'avoir une carte-télégramme ancienne ayant passé par la poste.

Je dois d'ailleurs dire que ce travail n'a jamais été fait.

Le colonel a simplement demandé à M. Gribelin s'il était possible d'obtenir de l'Administration des postes l'apposition d'un cachet à une date déjà passée.

**Demande posée par un conseiller.** — Cette apposition, par la poste, d'un timbre antédatté aurait dû, pour produire un effet, entraîner la reproduction sur le télégramme de tout ce qui se trouvait sur le *petit bleu*, et aurait eu pour conséquence de laisser croire qu'une date fautive, le télégramme avait été mis à la poste, transmis ensuite au bureau des renseignements qui l'avait fait photographier, puis remis au destinataire. Veillez vous expliquer à cet égard ?

**Le capitaine Junck.** — Parfaitement. Ce résultat aurait pu être obtenu de cette manière.

**Question posée par un conseiller.** — En un mot, la demande formulée par le colonel Picquart n'avait-elle pas pour but de substituer une photographie avec timbre à un prétendu original, qu'on aurait dit, ensuite, intercepté à la poste avec son timbre, photographié, puis rendu à la poste pour expédition au destinataire ?

**Le capitaine Junck.** — C'est bien là le but poursuivi par le lieutenant-colonel. Comme je l'ai dit plus haut, il voulait pouvoir ne pas montrer le *petit bleu* et le remplacer par une photographie ; mais pour donner à cette photographie de l'authenticité, il fallait qu'on y vit le cachet de la poste.

**Question posée par un conseiller.** — Cette photographie, en admettant qu'elle eût été substituée au *petit bleu* — que l'on n'aurait pas montré — aurait-toutefois reproduit l'écriture du *petit bleu*. Or, l'original du *petit bleu* est suspect, parce que l'écriture ne semble pas émaner de A. alors qu'elle a été présentée par Picquart comme émanant de ce dernier.

Ces Manuels ont été envoyés à Versailles (garnison de la brigade d'artillerie).

**Le capitaine Junck.** — En 1894, j'étais à l'état-major du 3<sup>e</sup> corps d'armée, à Rouen ; au printemps 1894, l'état-major du corps d'armée a reçu la collection des Manuels de tir à destination de la brigade d'artillerie du corps d'armée.

Ces Manuels ont été envoyés à Versailles (garnison de la brigade d'artillerie).

Lecture faite, après dictée, le témoin a déclaré persister dans sa déposition et a signé avec nous.

Signé : Capitaine VALDANT.

### Déposition de M. Boone

SEANCE DU 23 JANVIER 1899

**Le président.** — Vous avez été indiqué par le ministère de la guerre comme pouvant déposer comme témoin dans l'affaire que nous instruisons. Voulez-vous donner à la Cour les renseignements que vous avez ?

**M. Boone.** — En 1894, j'étais à l'état-major du 3<sup>e</sup> corps d'armée, à Rouen ; au printemps 1894, l'état-major du corps d'armée a reçu la collection des Manuels de tir à destination de la brigade d'artillerie du corps d'armée.

Ces Manuels ont été envoyés à Versailles (garnison de la brigade d'artillerie).

Lecture faite, après dictée, le témoin a déclaré persister dans sa déposition et a signé avec nous.

Signé : Capitaine VALDANT.

### Déposition de M. Boone

SEANCE DU 23 JANVIER 1899

**Le président.** — Vous avez été indiqué par le ministère de la guerre comme pouvant déposer comme témoin dans l'affaire que nous instruisons. Voulez-vous donner à la Cour les renseignements que vous avez ?

**M. Boone.** — En 1894, j'étais à l'état-major du 3<sup>e</sup> corps d'armée, à Rouen ; au printemps 1894, l'état-major du corps d'armée a reçu la collection des Manuels de tir à destination de la brigade d'artillerie du corps d'armée.

Ces Manuels ont été envoyés à Versailles (garnison de la brigade d'artillerie).

Lecture faite, après dictée, le témoin a déclaré persister dans sa déposition et a signé avec nous.

Signé : Capitaine VALDANT.

rie) : en outre, un exemplaire à part était destiné aux archives du corps d'armée. J'ai conservé cet exemplaire pendant un temps assez long soit chez moi, soit à mon bureau.

D'autre part, à la même époque, je voyais assez fréquemment à Rouen le commandant Esterhazy qui ne m'a jamais demandé ce document ou tout autre renseignement ayant trait à des affaires qui pouvaient se traiter à l'état-major du corps d'armée.

Lecture faite, après dictée, le témoin a déclaré persister dans sa déposition et a signé avec nous.

Signé : BOONE.

## DEPOSITION

DE

### Louise Périnet, femme Gérard

recueillie par M. le conseiller Dumas

16 DÉCEMBRE 1898

Cette déposition a été recueillie par M. le conseiller Dumas dans une des salles de la Chambre criminelle, mais en présence du seul conseiller délégué, par la Cour, et de son greffier.

Même observation pour la déposition suivante, recueillie par le même conseiller délégué, auprès de la même personne, le 23 décembre 1898.

**Mme Gérard.** — Le commandant Esterhazy et Mme Pays sont venus habiter la maison dont je suis la concierge le 1<sup>er</sup> janvier 1896.

Le bail était tout d'abord au nom de M. Esterhazy ; mais dans le courant de l'année dernière, le propriétaire a consenti à substituer Mme Pays à Esterhazy comme locataire. Après cette substitution, le bail ne devait avoir effet que jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1899, le gérant du propriétaire se réservant à cette date de continuer à louer à Mme Pays de trois mois en trois mois.

Au commencement de mon entrée en fonctions comme concierge, je n'ai pas d'abord connu beaucoup le commandant ni Mme Pays.

Mais peu à peu je suis entrée en relation avec eux et une certaine intimité s'était même établie entre Mme Pays et moi. A telles enseignes qu'il arrivait souvent au commandant et à Mme Pays de dîner avec nous, dans la cuisine de la loge.

Nous avons même, le 14 août 1898, dîné avec eux dans leur appartement qui est au premier étage, juste au-dessus de la loge.

Au cours de mes relations avec Mme Pays, celle-ci m'a raconté bien des choses que j'ai consignées dans un carnet que j'ai apporté et que je suis prête à vous remettre. Ce carnet contient à peu près tout ce que je sais sur l'affaire Esterhazy.

(Le témoin remet le carnet.)

**M. Dumas.** — Nous allons lire attentivement ce carnet et nous vous inviterons, dans quelques jours, à venir nous fournir les explications que nous jugerons utiles sur les faits qui y sont consignés.

**Mme Gérard.** — Je suis à votre entière disposition.

SEANCE DU 23 DÉCEMBRE 1898

**M. Dumas.** — J'ai examiné votre carnet et je vous en lis le contenu en vous demandant de me dire si c'est bien exact, et de compléter par vos indications les abréviations qu'il contient :

Le 12 août 1898, jour où le commandant et Mme Pays sont sortis de prison, ils ont dit qu'il n'y avait pas de justice, car on les avait mis en liberté, alors qu'on savait très bien qu'ils étaient eux-mêmes fabricateurs du faux *Speranza* ; que c'était elle qui avait écrit la dépêche, sur l'ordre du colonel du Paty de Clam, et que c'était du Paty lui-même qui avait fait le faux signé Blanche, le tout pour Piégar.

Au moment où le commandant et Mme Pays ont dit ces choses, ils étaient à table et mangeaient un poulet. Il était neuf heures du soir.

**M. Dumas.** — Le commandant et Mlle Pays étaient-ils à table chez eux ou dans votre loge ?

**Mme Gérard.** — Ils étaient dans leur appartement. J'étais allée chercher leur dîner et j'avais préparé leur table. Mon mari était présent. La loge était gardée par une jeune femme que j'ai l'habitude d'employer pour les besoins de mon service.

**M. Dumas.** — Ne faites-vous pas erreur ? Les époux Tournois nous ont déclaré avoir entendu les mêmes paroles de Mme Pays.

**Mme Gérard.** — Non. Mme Pays a parlé une seconde fois du rôle qu'elle a joué dans le faux *Speranza* et Blanche. C'était dans la loge, en présence des époux Tournois, un soir, entre le 11 et le 25 septembre.

Le commandant n'était pas là.

**M. Dumas.** — Continuant la lecture du carnet :

Le 14 août, en déjeunant, le commandant a parlé de nouveau de ces choses.

Il a dit que c'était le ministre de la guerre Cavaignac qui avait donné l'ordre de les faire renvoyer des fins de la poursuite, pour ne pas perdre le colonel du Paty de Clam, son parent.

Dans le commencement de juillet, il nous a dit dans notre cuisine que Cavaignac se débarrasserait de lui pour pouvoir sauver les autres.

Dans une conversation, Mme Pays a dit qu'elle n'avait jamais existé de dame voilée ; que toutes les pièces lui avaient été remises par le Paty de Clam ; que tous les jours, durant les mois de novembre et de décembre, elle avait des concubines avec le Paty, soit au pont Alexandre III, soit devant les Invalides ; qu'une fois du Paty lui avait dit : « Vous savez, madame, on a bientôt fait de se débarrasser d'une femme, si vous venez raconter ce que nous faisons, » ; qu'elle avait eu plusieurs entretiens avec le général de Boisdeffre, aux Champs-Élysées, à minuit ou une heure du matin.

Une fois, en quittant le général de Boisdeffre, elle est allée au ministère de la guerre ; elle avait eu plusieurs entretiens avec les généraux Mercier et de Pellieux, toujours en secret.

**M. Dumas.** — Avez-vous vu quelquefois M. du Paty venir voir le commandant ou Mme Pays ?

**Mme Gérard.** — Non.

**M. Dumas.** — Continuant la lecture :

Les papiers qui étaient importants pour le commandant ou Mme Pays ont été cachés dans un bonnet de bain en caoutchouc, et

placés dans une caisse de fleurs chez la maîtresse de M. Boisdeffre. Me Tézenas avait été désigné au commandant comme défenseur du Paty-major. — Le commandant est parti le 2 septembre pour la Belgique et, cinq jours après, il est passé en Angleterre sur les instances de M. Strong.

**Quel est ce M. Strong ?**

**Mme Gérard.** — C'est un correspondant de journaux anglais qui se trouvait souvent avec le commandant en compagnie de deux autres Anglais, MM. Cherold et Oscar Wilde.

M. Cherold était également un journaliste anglais.

Quant à M. Oscar Wilde, c'est celui dont la condamnation a occupé l'opinion publique, et Mme Pays m'a raconté avec quelques détails les faits qui ont motivé cette condamnation.

**M. Dumas.** — Pourriez-vous nous indiquer le nom de la maîtresse de M. de Boisdeffre chez laquelle se trouvait le bonnet de bain ?

**Mme Gérard.** — Je ne connais pas cette personne, ni ne sais son adresse.

**M. Dumas.** — Continuant la lecture :

C'est M. Strong qui apportait à Mme Pays sa correspondance ; ensuite la correspondance a été adressée à M. Ponchon de Saint-André (qui habite 22, rue Pigalle, et qui est un ancien amant de Mme Pays) ; après à M. Max Tourat ; une seule fois à Mme Caroline d'Entègre (7, cité Véron, près la place Blanche), et en dernier lieu, à ma connaissance, à Mme Henry, 16, rue de Bruxelles.

**Connaissez-vous Mme Henry ?**

**Mme Gérard.** — Mme Henry, qui est visée dans le carnet, n'existe pas. Ce nom sert à désigner Mme Hennechard qui habite ma maison, 49, rue de Douai, où elle tient un magasin d'antiquités.

Cette dame avait habité pendant quelque temps le 16 de la rue de Bruxelles ; elle avait conservé de bonnes relations avec les concierges de cette maison où elle était appelée Mme Henry, du nom d'un monsieur avec lequel elle vivait alors.

Les concierges de la rue de Bruxelles ont consenti à recevoir et à lui remettre la correspondance arrivée à son ancien nom. Mme Hennechard avait été autrefois la maîtresse d'Esterhazy, alors qu'il était lieutenant.

**M. Dumas.** — Continuant :

Les lettres parties de Paris étaient adressées à M. Newton. Le commandant se faisait appeler le comte de Bécourt en Belgique et en Angleterre. Mme Pays est partie pour l'Angleterre le 22 octobre. Dès le 18, les papiers importants avaient été expédiés à M. Newton.

Mme Pays emporta avec elle certains papiers couverts dans le fond de son chapeau ; elle a emporté également la lettre écrite par Boisdeffre au juge Manau, qu'Esterhazy a recopiée et envoyée le jour de la rentrée de la Chambre, espérant du tumulte.

Le 1<sup>er</sup> Mme Gérard déclare que son mari, sur l'ordre de Mme Pays, est allé chercher cette lettre chez M. de Boisdeffre et l'a remise à cette dernière sur le quai de la gare du Nord ; et M. de Boisdeffre, en donnant à son mari la lettre dont il s'agit, lui a dit de bien recommander à Mme Pays de la cacher soigneusement.

M. Boisdeffre demeure 130, rue du Faubourg-Saint-Denis.

Mme Pays nous a un jour affirmé que le duc d'Orléans avait offert à Esterhazy de passer chez Mendick pour aller commander la loi. Et un moment, Esterhazy espérait un changement de gouvernement, car il disait que ce serait sa fortune.

Le commandant avait, au moment de son Conseil d'enquête, feint d'avoir un autre domicile. Il avait payé le concierge de la rue Blanche, 73, pour qu'il dise qu'il habitait cette maison. Et ce concierge lui apportait ses lettres. Cela s'est produit pendant trois semaines.

Un jour, il s'est passé une scène terrible entre le commandant et Mme Pays.

Le dimanche 21 août, Mme Pays menaçait le commandant d'aller trouver le ministre et de tout lui dire. Lui la suppliait à genoux de ne rien faire.

Ce qui avait mis Mme Pays dans cette fureur c'est qu'elle avait surpris le commandant consultant l'indicateur des chemins de fer pour l'étranger ; elle l'a appelé : « Sans cœur ! lâche ! canaille ! » devant moi.

Un jour elle nous a avoué avoir donné un démenti à M. Autant au Conseil de guerre, alors cependant qu'elle ne disait pas la vérité.

**M. Dumas.** — Pouvez-vous nous fournir quelques renseignements sur cette dernière indication ?

**Mme Gérard.** — Je fais allusion à ce que m'a raconté à ce sujet Mme Pays elle-même.

M. Autant est le gérant de la maison et c'est à lui que le commandant se serait adressé pour faire passer son bail sur la tête de Mme Pays ; il lui aurait écrit à deux reprises à cet effet.

Les fils de M. Autant auraient remis les deux lettres d'Esterhazy à M. Stock qui les aurait données au *Figaro*.

M. Autant hésitait à faire droit à la demande d'Esterhazy et Mme Pays s'est alors décidée à aller le voir. Au cours de l'entretien qu'elle a eu avec lui, elle lui aurait dit : « Je ne sais pas si je parviendrai à empêcher le commandant de se tuer chez moi. »

C'est là, probablement, les faits à raison desquels M. Autant a été appelé à déposer devant le Conseil de guerre qu'il a jugé Esterhazy ; et c'est sur ces faits que Mme Pays a déclaré lui avoir infligé, bien à tort, un démenti. J'ajoute que les craintes de Mme Pays étaient sincères, la suite de mon carnet l'indiquera.

**M. Dumas.** — Continuant la lecture du carnet :

Une fois, elle n'avait eu que le temps d'enlever des mains du commandant une fiole de poison ; à chaque instant elle était obligée de le surveiller.

Elle nous a dit que le bail n'avait été mis sur son nom à elle que sur les conseils du général de Pellieux pour qu'on ne pût pas reprocher au commandant de loger une femme.

Vous a-t-elle fait savoir comment elle avait connu ces conseils du général de Pellieux ?

**Mme Gérard.** — Elle les avait reçus directement de ce général qu'elle était allée voir plusieurs fois au cours de l'enquête contre le commandant avant sa comparution devant le Conseil de guerre.

**M. Dumas.** — Continuant la lecture du carnet :

Mme Pays a plusieurs amants, dont un est à Orléans...

Le témoin ajoute que cet amant s'est marié mardi dernier 20 décembre, et Mme Pays nous dit avoir reçu de lui une certaine somme d'argent en échange de lettres qu'il lui avait adressées depuis le 12 juillet 1898. Elle a ajouté qu'elle avait reçu une somme plus forte si elle avait pu restituer en même temps les lettres écrites antérieurement et qui ont

été saisies par M. le juge d'instruction Bertulus.







